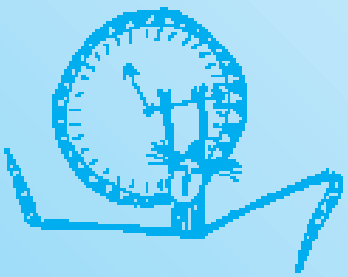
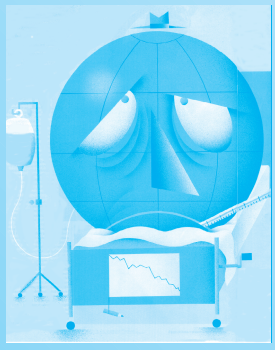
La Grande Relève

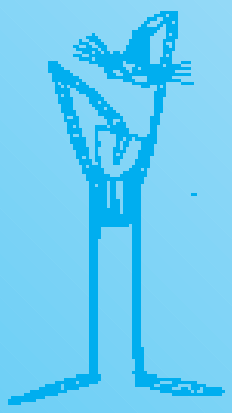
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1040 - février 2004 - SOMMAIRE :







• ÉDITORIAL :

pages 3 **Ça chauffe !** par Marie-Louise Duboin
À petit feu, la situation sociale se dégrade.
Portons notre attention sur ceux qui essaient de comprendre et qui cherchent comment en sortir.

page 2 **Un combat perdu d'avance** par Jean-Pierre Mon:
L'espoir ne peut venir d'un président qui promet de répartir un nombre croissant de chômeurs dans un nombre décroissant d'emplois tout en augmentant la durée du travail, car cela relève de la quadrature du cercle.

page 4 **Aux États-unis aussi**
«Tout d'abord, le grand mythe qui trouble les gens lorsqu'on mentionne le mot "économie", c'est l'argent»

page 5 **Pour sauver l'Euroland du déclin**
L'association «Chômage et monnaie» propose de modifier la BCE pour que les États puissent créer de la monnaie sans intérêt et relancer ainsi l'économie, ce qui permettra de retrouver le plein emploi.

page 8 **En finir avec le monétarisme**
Michel Rocard vient de faire une découverte...

page13 **Un droit civique enfin reconnu ??**
Christine Boutin aussi...

• RÉFLEXIONS

page 7 **Des raisons d'espérer** par Paul Vila
On a eu bien tort de ne pas écouter le major Douglas quand il réfutait les droits du banquier à percevoir toujours le bénéfice maximum de son service, au nom d'un soi-disant risque des affaires...

page 9 **L'expérience de Palmeira** par Caroline Eckert
Rapport sur une expérience de monnaie locale au Brésil, qui a, en quelques mois, augmenté la production en même temps que le pouvoir d'achat de la population et permis de construire une école qui dispense déjà une quinzaine de formations.

page 12 **Le débat s'ouvre chez les Verts**
Une motion s'ouvre enfin à un autre regard sur le travail et le revenu...

page 14 **Qui fait l'argent nouveau ?**
Renaud Laillier présente le mécanisme de création monétaire par les banques en s'inspirant de Louis Even.

page 15 **Courrier des lecteurs**
et quelques réponses succintes.

M 01669 - 1040 - F: 2,15 €

VENDREDI 2 JANVIER 2004

Chirac : priorité à la lutte contre le chômage en 2004

SAMEDI 3 JANVIER 2004

La France détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée

Un combat perdu d'avance…

par Jean-Pierre Mon

C'est celui que prétend mener cette année le Président de la République. Dans ses vœux aux Français, le soir du 31 décembre, il a fait de la lutte contre le chômage la priorité absolue pour 2004. Mais dans ce combat contre l'insécurité sociale, les effets d'annonce à la Sarkozy ou la communication à la Raffarin seront impuissants face aux contraintes imposées par l'économie néo-libérale. À moins d'imaginer que Chirac soit soudain devenu un vrai socialiste…

Un discours ambigu

Après avoir rappelé les "progrès" dans la voie du "redressement" du pays : *«l'insécurité recule, les retraites sont sauvegardées, les impôts et les charges en baisse, les dépenses de l'État stabilisées… et les 35 heures assouplies»* (!!!), le chef de l'État a décrété *«la mobilisation pour l'emploi»* dont l'objectif est *«de remettre sur les voies de l'activité les Françaises et les Français, et notamment les jeunes, que le système laissait jusqu'à présent sur le bord de la route.»* Puis, il a précisé : *«Se mobiliser pour l'emploi, c'est relancer nos efforts de recherche, mais aussi d'équipement et d'infrastructure, indispensables à une puissance économique durable. C'est aussi poursuivre notre politique de création d'entreprises et de défense de notre industrie.»* Beau programme quand on sait que, dans le même temps, le gouvernement réduit drastiquement les crédits et les créations d'emplois dans la recherche et que 155.200 emplois industriels ont été supprimés depuis le premier trimestre 2002 dont 33.000 au cours du troisième trimestre 2003, selon un rapport[1] de la DARES, organisme d'études du ministère de l'emploi. Bien pire encore, le tertiaire n'assure plus la relève du secteur industriel en matière de création d'emplois : il n'y en a eu que 10.000 dans les services, et le commerce a perdu 5.000 emplois. Au total, ce sont encore 20.000 emplois qui ont été supprimés au troisième trimestre 2003, tous secteurs confondus. Toujours en 2003, les faillites ont augmenté de plus de 7% : 46.000 sociétés ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Ce sont pour la plupart des sociétés de petite taille, créées depuis moins de cinq ans, appartenant aux secteurs de la distribution, du textile, de l'informatique, des transports, de l'alimentation,… en bref, ce sont ces PME sur lesquelles compte J. Chirac pour relancer l'emploi ! *«Se mobiliser pour l'emploi, c'est permettre aux entreprises de donner leur pleine mesure, car, ne l'oublions jamais, ce sont d'abord les entreprises qui font l'emploi. C'est pourquoi de nouvelles décisions seront prises pour alléger les procédures inutiles et les charges excessives qui entravent leur dynamisme et qui suscitent, chez trop d'entre elles, une sorte de réticence à embaucher»*. Puis, pour faire contre-poids, il ajoute : *«Renforçons la prévention des licenciements et des plans sociaux. Instaurons de nouveaux droits au reclassement pour les salariés des petites et moyennes entreprises. Modernisons notre service public de l'emploi»*. Plus hypocrite, tu meurs ! Il doit pourtant bien savoir que les "restructurations" vont continuer : dans le Nord et en Lorraine, les fermetures des sites "non rentables" du groupe Arcelor, aux destinées duquel présidait son actuel ministre des finances, vont se pousuivre[2]; la restructuration de STMicroélectronics s'accompagnera en 2004 de l'arrêt du site de Rennes ; dans la chimie, Atofina, Rhodia, Aventis, Pfizer ont déjà annoncé des suppressions d'emplois. Ce ne sont là que quelques exemples car, si l'on en croit J.P. Aubert, le tout nouveau chef de la mission interministérielle sur les mutations économiques, *«les restructurations n'ont pas de raisons de s'arrêter. Elles pourraient même s'accélérer dans certains secteurs.»*[3]

L'exemple des États-Unis

Le Président aurait pu aussi regarder ce qui se passe aux États-Unis qui bénéficient d'une forte croissance, mais sans création significative d'emplois : dans les services l'emploi n'a augmenté que de 0,4% en deux ans et dans l'industrie manufacturière, il a diminué de 8%, ce qui correspond à une perte de 1,28 millions d'emplois. *«Jamais un tel phénomène ne s'était produit antérieurement […] La reprise de l'activité n'empêche plus cette fois la destruction massive d'emplois industriels»*[4].

De deux choses l'une : ou Jacques Chirac ne lit jamais les rapports de ses experts, ou il se moque une fois de plus des Françaises et des Français.

Vouloir répartir un nombre croissant de chômeurs dans un nombre décroissant d'emplois tout en augmentant la durée du travail relève de la quadrature du cercle.

Le problème ne peut se résoudre qu'en diminuant fortement la durée du travail, tout en allouant à chacun un revenu décent. Or cela ne peut se faire qu'en redonnant d'abord à l'État la maîtrise de la création monétaire.

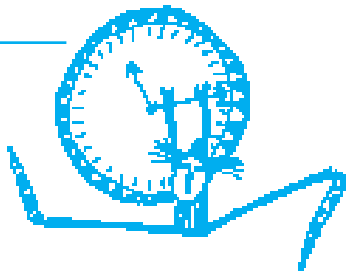
1. Rapport du 23/12/2003

2. Joseph Kinsch, président du conseil d'administration d'Arcelor, *Le Monde*, 3/01/2004.

3. *Le Monde*, 3/01/2004.

4. Rapport de l'institut Rexecode, 14/01/2004.

Ça chauffe !



par Marie-Louise Duboin

Commençons par une minute philsophique, inspirée par Olivier Clerc, un écrivain et philosophe sûrement trop méconnu[1]. Il nous place, en pensée, bien sûr, il est philosophe et pas biologiste, dans une marmite d'eau froide, avec une grenouille qui y nage dans le bonheur. Un feu est allumé sous la marmite, faisant doucement chauffer l'eau. Quand l'eau devient tiède, la grenouille trouve cela plutôt agréable et continue à nager avec plaisir. L'eau chauffant toujours, elle devient un peu chaude pour la grenouille, qui commence à trouver que c'est désagréable; elle se fatigue, mais elle ne s'affole pas. Et puis quand l'eau devient vraiment très chaude, la grenouille trouve que c'est vraiment pénible, mais elle s'est affaiblie, elle est devenue incapable de rien faire, elle ne peut plus que supporter. Et la température continue de monter jusqu'à ce que la grenouille finisse par cuire et en mourir, sans avoir fait quelque chose pour s'extraire de la marmite.

Un biologiste expliquerait que si la même grenouille avait été plongée directement dans l'eau à 50°, elle aurait immédiatement donné le coup de patte nécessaire pour s'éjecter de la marmite. Mais lorsqu'un changement est effectué assez lentement, il échappe à la conscience et par conséquent il ne suscite pas de réaction, ni opposition ni révolte.

Le philosophe ajoute que nous subissons une lente dérive sociale et que des tas de choses qui nous auraient révoltés il y a 20, 30 ou 40 ans ont été peu à peu banalisées, de sorte qu'elles ne nous dérangent plus que mollement et même qu'elles laissent carrément indifférents la plupart des gens. Citons-le : *«Les noirs tableaux annoncés pour l'avenir, au lieu de susciter des réactions et des mesures préventives ne font que préparer psychologiquement le peuple à accepter des conditions de vie décadentes, voire dramatiques.…Alors*, conclut-il, *si vous n'êtes pas, comme la grenouille, déjà à moitié cuits, donnez le coup de patte salutaire avant qu'il soit trop tard !»*

*

C'est parce que nous ne sommes pas encore tout à fait cuits que nous cherchons quel coup de patte donner ensemble pour sortir de la marmite.

Et c'est pourquoi, au début de l'été, après avoir fini la présentation de notre étude de la monnaie telle qu'elle est aujourd'hui, nous avons proposé à nos lecteurs de la diffuser autour d'eux, d'organiser des discussions et de réfléchir, grâce aux informations rassemblées, à ce que pourrait être une nouvelle transformation des règles monétaires, qui, contrairement aux précédentes qui avaient pour objectif l'intérêt de quelques uns au détriment de tous, serait cette fois conçue dans l'intérêt général.

*

Sans doute à cause de la canicule, ou bien parce que les mécanismes actuels de la monnaie sont particulièrement difficiles à digérer, la récolte fut un peu maigre. Nous avons surtout reçu des informations et des reproductions de textes d'associations ou de mouvements, dont, en général, nous avions déjà parlé. Comme nous l'avions annoncé, nous en publions l'essentiel.

Mais heureusement, depuis, nous avons reçu les réflexions originales de Paul Vila et le rapport sur "l'expérience de Palmeira" rédigé Caroline Eckert.

D'autre part, le débat sur le revenu garanti semble reparti. Mouloud Touileb juge important le fait qu'une députée ait suggéré au gouvernement de verser à tous, à titre de droit civique, un *dividende universel*.

Et Jacques Bonnet nous signale qu'une motion alternative au texte classique (relèvement des minima sociaux, réduction des inégalités, etc.) a été proposée chez les Verts. L'argumentation en faveur d'un revenu garanti comme socle de leur projet en matière sociale y paraît enfin ouverte à certaines de nos propositions. Quel progrès quand on se souvient du rejet catégorique, aussi inconditionnel qu'incompréhensible, par lequel J.Zin nous avait refusé la parole lors des *États généraux de l'Écologie politique* organisés par les Verts en décembre 2000[2].

*

Et pendant ce temps, la croissance est toujours présentée comme la panacée, alors même qu'elle ne résorbe pas la misère, ni même le chômage ! Un remarquable travail, transmis par Patric Kruissel, fait le tour de ce problème. En concluant que l'économie actuelle est en totale contradiction avec les Droits de l'Homme, il complète nos propres conclusions, à savoir que la marmite dans laquelle nous nous sentons plongés, tels des grenouilles, sans avoir été consultés, chauffe sous l'effet de deux contraintes injustifiées et insupportables, celles de la compétitivité et de la croissance.

Comme l'eau commence à bouillir, nous allons publier la fin de notre dossier sur la monnaie qui suggère trois "clés" pour mettre fin au règne du fric et rendre possible "un autre monde".

Mais faute de place ici, c'est dans notre prochain numéro que nous présenterons la synthèse de Patric Kruissel et nos trois propositions.

1. *Merci à Georges Gaudfrin de nous avoir transmis le texte dont ceci est extrait.*

2. *Voir GR N°1006 janvier 2001, page 7.*

Aux États-Unis aussi la "science" économique est remise en question. Georges Gaudfrin nous a transmis le texte d'une conférence faite près de Washington par Lyndon LaRouche, le 2 septembre 2003, dont de nombreux passages sont en parfait accord avec les idées exposées dans le dossier sur la monnaie que nous avons publié de décembre 2002 à décembre 2003.

Aux États-Unis aussi…

Dès son introduction[1], Lyndon LaRouche met les choses au point : *«Tout d'abord, le grand mythe qui trouble les gens lorsqu'on mentionne le mot "économie", c'est l'argent… Moi je dis qu'un système basé sur l'argent est un non sens, intrinsèquement, parce que ce n'est que du papier, c'est un système arbitraire, sans aucun contenu physique»*. Et il aborde un fait que nos économistes monétaires passent régulièrement sous silence : *«Son émission devrait être réservée aux gouvernements. L'un des grands maux que nous devons traiter est que certains intérêts privés créent de l'argent et le mettent en vente sur le marché»*.

Pour lui, l'origine du mauvais fonctionnement de l'économie est que les banques commerciales privées revendiquent le monopole d'émission de la monnaie alors que c'est la tâche d'un gouvernement souverain. La vraie science économique, c'est celle qui permet à l'homme de développer sa capacité à découvrir des principes physiques universels et à les utiliser. Ce processus de développement humain englobe l'enseignement, la formation du caractère, les relations familiales, la création artistique, etc. Mais ce qui détermine la productivité d'un individu et donc de la richesse, ce sont, outre le système d'éducation mis en œuvre dans la société dans laquelle il vit, les infrastructures dont il peut disposer (production et distribution de l'électricité, transports, degré de contrôle de l'environnement, gestion de l'eau, des forêts, etc.) mais aussi les conditions sociales, la santé publique,… toutes choses qui relèvent de la responsabilité du gouvernement.

Dans un tel contexte, le temps individuel prend une valeur inestimable car *«l'essentiel, pour chacun d'entre nous, c'est notre développement. […] Nous sommes des êtres humains capables d'assimiler les contributions culturelles des générations précédentes. Nous sommes capables de résoudre les problèmes que nous ont laissés les générations précédentes. Tout ce que nous faisons pour nous développer dans ce but ou promouvoir le développement de la culture est essentiel pour la société. Le potentiel productif de la population dépend du développement de l'individu. L'essentiel de ce développement ne s'acquiert pas dans la vie professionnelle. Il se fait avant que l'enfant ne commence à travailler, ou avant le moment où l'on devrait lui demander de travailler. C'est cette qualité de développement que l'on a permis à l'individu d'acquérir qui détermine de façon décisive sa productivité. Même si ce temps n'est pas rémunéré. Ainsi, il n'existe pas toujours de lien avec l'argent. Par conséquent, il est important d'économiser le temps des gens…»*. Et L. LaRouche se borne à donner un exemple : *«en réduisant la durée de leur trajet pour se rendre au travail.»*

Mais pour continuer à garder le pouvoir, *«les banquiers et autres parasites»* ont mis en place tout un système de conditionnement des individus passant par la réduction généralisée de leur niveau de vie, l'acculturation, les jeux, la drogue…

Et c'est ainsi que fonctionne l'économie actuelle : *«Nous nous trouvons aujourd'hui dans une crise parce que nous avons perdu de vue le sens de ce qu'est une économie. Nous substituons aux responsabilités du gouvernement des systèmes monétaires contrôlés par des intérêts privés. Le résultat, c'est une économie en plein effondrement.*

Le problème réside en grande partie dans la tête des citoyens qui ont subi un lavage de cerveau et croient au libre-échange».

*

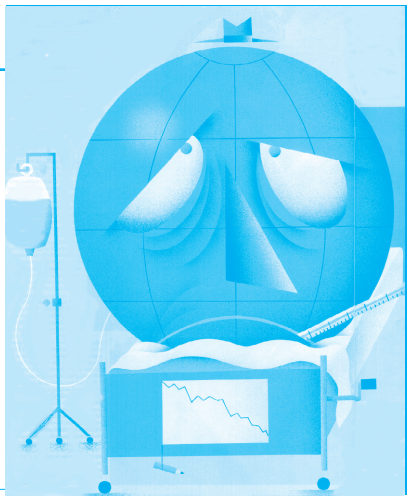
Allant plus loin dans la même optique, Jacques Cheminade propose *«d'abolir le pacte de stabilité européen pour construire des hôpitaux, des ports, des canaux, des TGV»*. Il explique comment ce pacte impose à toute la politique européenne une contrainte financière à court terme, *«sans la moindre logique économique ou humaine»*. On sacrifie ainsi l'avenir *«sur l'autel des gains de banque, de bourse ou de jeu»*. "Pas rentable" devient le leit-motiv des dirigeants et des responsables politiques européens, qui comprennent parfaitement l'absurdité de la situation, mais qui ont peur de "rompre avec le système" où ils ont fait carrière. Certains pays (la France, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique) ont parlé de desserrer les contraintes du pacte de stabilité en en sortant les dépenses militaires, de recherche, d'investissement, mais la Commission ne veut pas entendre parler du moindre assouplissement du pacte malgré l'avis de son président, Romano Prodi, qui en a qualifié la logique de "stupide". Bien plus, elle a appelé les États membres à prendre des mesures plus rigoureuses, notamment en matière de retraites et de santé. Ce qui, en clair, veut dire : pas d'argent pour les retraites, les hôpitaux, les infrastructures de base mais tout pour les établissements financiers. Bref, *"le critère de rentabilité financière s'impose aux experts dont les travaux servent de référence aux politiques, et au bout du tunnel, l'on se fracasse contre le mur de l'argent»*. Pour essayer de s'en sortir, les politiques et leurs experts font appel à des artifices de financement tout à fait insuffisants comme le relèvement de la TIPP sur le gazole, la mobilisation des fonds de la Caisse des dépôts et consignations, le lancement de

1. Dans *Nouvelle Solidarité*, 03/10/03.

2. Également dans *Nouvelle Solidarité*, qui est son journal.

grands chantiers avec un prélèvement sur les excédents des livrets d'épargne populaire européens, …
«En réalité, nous dit Cheminade, *la seule solution permettant le nécessaire essor des équipements au sein de l'Union européenne, et au delà dans l'articulation eurasiatique, est d'abroger une fois pour toute le pacte de stabilité et de mettre en place un système de financement à long terme des infrastructures, organisé par les banques nationales des États, en coordination avec les intérêts privés».* Pour construire l'avenir, il faut *«mobiliser les citoyens à l'intérieur de nos frontières, en Europe et dans le monde»* en développant leurs capacités créatrices grâce à l'éducation, la recherche, la santé publique, plutôt que sur l'impératif financier. Contrairement à ce qui s'écrit couramment, *«l'économie, ce n'est pas la gestion de ressources rares et les profits financiers, […] mais le progrès technologique et le développement des infrastructures […] C'est l'équipement du territoire et de la pensée, non la comptabilité d'un présent stérile».*

J-P M.



Comme son nom l'indique, l'association *"Chômage et monnaie"* est fondée sur l'idée que le chômage ne résulte que d'une mauvaise politique monétaire. Elle est convaincue qu'il est possible de résoudre le problème du chômage par la "relance", en créant de très nombreux emplois grâce à des investissements décidés et financés par l'État, pourvu que celui-ci retrouve son droit régalien de créer la monnaie. Si, au contraire des adhérents de cette association, nous ne voyons pas la croissance comme une panacée, nous apprécions leur critique de l'institution monétaire actuelle, en Europe en particulier, qui, d'ailleurs, rejoint tout à fait l'analyse précédente. Mais elle y ajoute une comparaison entre la BCE et la FED fort pertinente.

Pour sauver l'euroland du déclin

Dans la présentation qu'il nous a adressée, ce dont nous le remercions, René Wolff situe la relance des efforts de *Chômage et monnaie* dans le cadre des réflexions actuelles sur les institutions européennes pour expliquer que c'est le moment de reposer la question du financement des économies. Il rappelle que la thèse de cette association est supportée par un projet de loi datant de 1981 et il ajoute qu'*«à l'époque elle avait été retardée pour des raisons politiques nationales»*. Il semble donc penser que la droite ayant aujourd'hui tous les pouvoirs sera plus disposée à suivre cette thèse que ne l'était la gauche quand elle était au gouvernement. Nous en doutons profondément, mais qui vivra verra, ne troublons pas ses convictions.
Voici l'introduction du tract publié par cette association[1] : *«Le retour à la prospérité en Europe, et par voie de conséquence la diminution du chômage, sont dans une très large mesure conditionnés par un assouplissement des contraintes imposées par le traité de Maastricht et qui ne permettent pas la conduite d'une politique monétaire et budgétaire plus active, génératrice de relance économique. Explicitons-en les raisons et inspirons-nous de l'exemple américain pour formuler nos propositions.»*
Sont ensuites expliquées les contraintes imposées par le pacte de stabilité, qui a été qualifié "d'erreur dans la conjoncture actuelle": face à la modestie de la demande des ménages et au repli des investissements des entreprises, il ne reste que la dépense publique pour doper l'activité, or sa diminution et la rigueur budgétaire imposées par le traité ont classiquement pour effet de réduire en priorité les dépenses publiques d'investissements d'éducation et de recherche. Il en résulte que les investissements d'équipements fondamentaux, qui sont les piliers de l'économie à long terme, sont sacrifiés. On sait que la seule mission qui a été imposée à la Banque centrale européenne (la BCE) est la stabilité des prix, comme si nul autre aspect de la politique monétaire n'avait d'influence sur l'économie. *Chômage et monnaie* se réfère alors à l'économiste libéral James Tobin en le citant : *«Si l'économie européenne n'est pas en forme, la BCE porte la responsabilité de cette situation, parce qu'elle n'est pas à l'image de la Banque centrale américaine, la FED.»*
La mission de la FED, outre la stabilité des prix, est aussi de promouvoir l'activité économique et l'emploi. Elle a pour cela les moyens d'agir directement sur la masse monétaire par l'acquisition ou la vente de titres d'État, en émettant, si besoin, la monnaie pour les payer (*Chômage et monnaie* précise que cette opération est une création de monnaie directe, "hors banque", qui n'augmente pas la charge de la Dette du Trésor américain), alors que, comme nous l'avons expliqué récemment[2], cette possibilité a été interdite au Trésor public en France par une loi de 1993, et n'existe pas au niveau européen. Les économistes de cette association illustrent les conséquences de ce double rôle de la FED en comparant ses bilans à ceux de la BCE : dans l'actif de la FED il y avait (sans doute à la date de

1. qui se déclare : *«à but scientifique, fondée en 1992 par M.Macaire, ancien professeur d'économie à Nanterre et auteur d'une thèse sur le plein emploi».*

2. Voir *GR* N° 1038, décembre 2003, page 12.

leur texte, mi-2003) environ 80% en titres d'État achetés en propre et 5% de titres en pension (ceux qui cautionnent le refinancement des banques secondaires) alors que la structure était inverse pour la BCE, 15 et 80% respectivement, parce qu'alors que la FED peut agir et décider, les banques centrales européennes, et même la BCE, ne peuvent que répondre passivement aux demandes de refinancement des banques. De sorte que si personne ne veut s'endetter, les banques européennes ne se refinancent pas et par conséquent aucune nouvelle monnaie n'est injectée dans l'économie. Or, commentent les porte-paroles de *Chômage et monnaie*, sans un minimum de croissance, la dette publique a tendance à augmenter, ce qui est perçu négativement par les économistes, donc amplifie la morosité et détériore encore plus la situation économique.

Les réformes proposées par cette association sont donc de desserrer le carcan du pacte de stabilité en modulant les déficits autorisés en fonction de la conjoncture économique, de donner à la BCE des missions comparables à celles qu'assume la FED, en particulier de l'autoriser à créer de la monnaie directement, de définir la répartition de cette création entre les divers pays de l'Union de façon à favoriser une croissance censée y résorber le chômage et à remonter le niveau de vie des pays où il est jugé trop bas, de maîtriser l'inflation sans en surestimer le risque et d'obliger la BCE à rendre compte de ses actions aux instances politiques en publiant ses décisions au lieu de les tenir secrètes.

À ces mesures générales l'association joint une proposition d'ordre comptable plus originale et très importante; d'abord elle fait remarquer que les entreprises privées ne sont pas tenues de comptabiliser leurs dépenses d'investissements dans leurs charges d'exploitation, elles les inscrivent à leur actif, et elles sont amorties sur une durée variable; alors elle pose la question : *«Pourquoi la comptabilité publique déroge-t-elle à cette règle, comme l'a récemment souligné l'économiste Jean-Paul Fitoussi ?»*

Suit en annexe le texte du projet de loi déposé le 22 juillet 1981 par Pierre Mesmer et 44 autres députés, dont les dispositions auraient eu pour effet *«de créer un montant suffisant de monnaie centrale non rémunérée et de lier cette création à celle des investissements collectifs de base indispensable au développement économique.»*

*

Bien que nos réflexions ne partent pas du souhait de suivre l'exemple américain, les propositions de *Chômage et monnaie* rejoignent les nôtres quand il s'agit de réclamer la possibilité pour l'État de créer de la monnaie, donc sans payer intérêt au privé, pour pouvoir faire des investissements à long terme et dans l'intérêt général.

Là où nous divergeons, c'est lorsqu'il est prétendu que la croissance économique est la panacée parce qu'elle va résorber le chômage.

Peut-être cette association a-t-elle, depuis qu'elle a rédigé son tract, observé que la reprise de la "croissance" aux États-Unis, qui a accompagné la politique d'escalade de la violence de l'Administration Bush, n'a pas été accompagnée des créations d'emplois tant attendues d'elle, alors même que le déficit budgétaire des États-Unis atteint des sommets vertigineux jamais approchés. D'autre part, dans leur description du modèle américain, il faut bien noter quelques oublis, notamment le fait que l'avantage concédé aux États-Unis en conservant le dollar comme monnaie internationale, a permis, jusqu'ici, aux étatsuniens de vivre au-dessus de leurs moyens et aux dépens du reste du monde.

Il faut se rendre à l'évidence : la croissance économique ne signifie pas plus réduction du chômage qu'elle n'est synonyme de prospérité pour tous, contrairement aux dogmes imposés au monde entier par l'idéologie libérale, et dont les effets prouvent le contraire. Si un gouvernement obéissant à ces impératifs de croissance et de compétitivité se voit offrir encore plus de moyens, il les utilisera au profit d'une élite jugée efficace au sens de cette idéologie en mettant cette manne au service des grandes entreprises dont la prospérité ne fait pas celle de leurs employés, encore moins celle des chômeurs qu'elles rejettent.

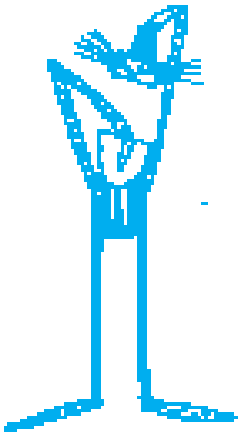
On peut en avoir une idée en observant la politique du gouvernement actuel depuis qu'il a tous les pouvoirs. La première des mesures qu'il a prises est de baisser les impôts. Ce n'est pas le traité de Maastricht qui l'a obligé à diminuer ses rentrées pour être ensuite obligé de diminuer ses dépenses. Quant aux autres mesures, ne favorisent-elles pas plutôt l'embaucheur que l'embauché, plutôt le développement des grandes compagnies de la "bancassurance" que la sécurité sociale, plutôt la rentabilité que la culture, plutôt la création de fonds de pensions que le soutien des caisses de retraite, plutôt la recherche de profits dans l'industrie que la recherche publique à l'université, plutôt les grands laboratoires pharmaceutiques que les conditions des soins dans les hôpitaux publics, etc ?

*

Donc, oui, l'État doit avoir les moyens de créer sa monnaie sans payer des intérêts au privé, mais il est tout aussi urgent d'introduire la démocratie dans l'économie, parce que sinon, politiciens et médias continueront à prétendre que ce sont les entreprises qu'il faut aider, que c'est la bonne façon de relancer l'économie, laquelle fera ensuite la prospérité de tous. Et avec ce pouvoir en plus, les tenants de l'ultra libéralisme pourront de plus belle se comporter comme ce coiffeur qui affichait sur sa porte : «Demain, on rase gratis !»

M-L D.

Le rejet du projet de constitution européenne proposé par la convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing n'a guère rencontré d'échos dans la presse et est passé pratiquement inaperçu par les peuples concernés. Cet échec du premier conseil européen à 25 pourrait par contre se révéler bénéfique s'il permettait de remettre à l'ordre du jour la stratégie monétaire de l'union européenne.



Nouvelle économie, finances :
I – *Des raisons d'espérer ?*

par Paul Vila

Avant de brosser un panorama résumé des idées qui pourraient conduire à cette réforme monétaire, je résume ci-dessous les propositions formulées par Douglas entre 1918 et la fin de la seconde guerre mondiale. Elles correspondent remarquablement à celles de Jacques Duboin, parti d'un tout autre système national et d'une position moins technicienne, preuve que le capitalisme reste le même partout et que la manipulation du pouvoir politico-financier, mondialisé dès le XIXème siècle, a appris à dresser les uns contre les autres les peuples mal informés.

Parmi les constitutionnalistes, qu'ils soient philosophes ou économistes[1], qui ont imaginé à partir du XVIIème siècle les divers systèmes politico-économiques mis en œuvre en Europe et en Amérique, qui, du fait de leur incompatibilité, ne pouvaient mener qu'aux guerres que nous avons connues, le major écossais, méconnu, H.C.Douglas, (1879-1952), constitue une exception. Ingénieur civil, il exerçait ses talents, au début du XXème siècle, en Inde, alors partie intégrante de l'Empire britannique.

Dès le début de la première guerre mondiale, il fut frappé par l'absurdité du pilotage financier de l'économie : au lieu d'une réduction de crédit à laquelle il aurait fallu s'attendre pour cause de guerre, on lui accordait enfin tout ce qu'il n'avait pu obtenir jusqu'alors pour réaliser les infrastructures (routes, ponts, voies ferrées,…) nécessaires au développement du pays. C'est cette incohérence dans la distribution de la manne financière qui lui a suggéré sa théorie du "Crédit social".

Banques et destructions

Pendant les quatre années de boucherie en Europe, H.C. Douglas s'est posé le problème du contrôle financier du crédit réel d'un pays. Il a tout d'abord constaté que les "décideurs" britanniques refusaient aux producteurs la juste rétribution du marché. Il en a tiré son premier "théorème" qui réfute les droits du banquier à percevoir toujours le bénéfice maximum de son service au nom d'un soi-disant risque des affaires et du temps d'immobilisation des sommes empruntées.

En fait, premier abus, c'est le contraire qui se produit : le remboursement du capital A et le versement d'un intérêt B imposent au client de refaire des apports ou des emprunts pour rembourser le banquier déflationniste.

L'horrible conséquence de cette distorsion finit par bloquer les échanges commerciaux (excellemment assouplis par les premières banques de la Renaissance européenne : Hanse de l'Europe Nord, banques Lombardes, puis commerciales, Anglaises, Hollandaises, etc.).

À la fin du XVIIème siècle, on était entré dans l'ère industrielle des pouvoirs d'État. L'excès de crédit financier non-représenté par une valeur de crédit réel empêchait le développement vital des échanges de marché. Contrairement à la solution constituée par l'inflation[2], le nouveau "remède" fut la production non-consommée, et avant tout le super-développement des armements ! Un tel système menait inévitablement à la guerre entre États car les responsables politiques, incapables de gérer un budget obéré par la banque, masquaient leur impuissance en accusant les puissances étrangères de menacer leur pays.

Second abus, la circulation monétaire du crédit de consommation : lorsqu'un produit (ou un bien amorti) est arrivé en fin de circuit, on devrait annuler les valeurs correspondantes des avoirs bancaires. En effet, la circulation de la monnaie n'arrive que par hasard à équilibrer la déflation financière du montant A+B que doit acquitter l'emprunteur. On a ainsi, pendant deux siècles, attribué au banquier une vertu de protection du capital et de "flair des affaires" !

En vérité, la création économique de valeurs réelles et la somme des services non-marchands d'un pays (résultantes de formations et d'his- ...

1. Entre autres : J. Locke, D. Hume, A. Smith, J.B. Say, D. Ricardo, J. Stuart Mills, F. Bastiat, A. de Tocqueville,…

2. Voir l'expérience de Law en 1720.

toire culturelle) constituent son principal crédit. Ce crédit doit être évalué en monnaie et la répartition la plus démocratique des richesses veut qu'on le partage à égalité entre tous les citoyens, du berceau à la tombe. C'est ce qui justifie la mission de la Banque d'État, institution fondamentale pour briser les monopoles, dès lors qu'on sait calculer ce crédit réel. Nous serons sous-développés et sous-équipés socialement tant que les partis politiques ne reconnaîtront pas ce levier, occupés qu'ils sont à conquérir une illusion de "pouvoir" complètement maîtrisée par le gros monopole international des banques privées. Les managers de la seconde moitié du XXème siècle n'ont pas vu cette distorsion, embrigadés qu'ils étaient par le complexe militaro-industriel dénoncé vers la fin des années 1960 par J.K. Galbraith. Tout cela, l'humaniste Douglas voulait l'abolir dès l'armistice de Novembre 1918…

On comprend donc que le très-vicieux premier Ministre britannique Lloyd George, ses successeurs et les banquiers de la City aient étouffé les propositions puis les écrits de Douglas dès la fin 1918 et jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Presque en même temps en France le banquier Jacques Duboin mettait en opposition le développement technique accéléré et les méthodes restrictives du capitalisme de papa, et arrivait à l'impérieuse nécessité de distribuer à tout le peuple le produit du progrès en parts égales du dividende national.

Les Britanniques ont perdu de vue l'intégrité du Crédit national, et bien peu de Français s'en préoccupent, englués qu'ils sont dans des réformes compliquées pour "équilibrer" au moindre pire l'injustice capitaliste.

Redresser le système

Dominique Rousset dans son excellent émission sur France-Culture "l'économie en question" vient de dire : *«ce qui manque aux économistes aujourd'hui, ce n'est plus les données économétriques, mais c'est une bonne théorie»*…

Un peu de cohérence intellectuelle à Bercy suffirait pour faire basculer l'économie française dans une ère de reprise décisive par le contrôle du crédit.

L'économie distributive ne nécessite pas tellement de bouleversements dans I'appareil de production. Et la croissance qui a facilité les affaires des banques depuis 1800 n'est pas nécessaire à un développement réel, si on contrôle soigneusement les marchés privés et publics.

Il y faut une prévision macro-économique des échanges, répétés sur un rythme trimestriel, un dividende universel calculé sur cette production, donc un minimum de taxes et d'allocations qui compliquent les budgets, mais cela nécessite une gestion financière nationale, non Bruxello-Francfortaise !

Avant tout, cette théorie demande qu'on bâtisse un procédé pour mettre à zéro les sommes-valeurs-crédit des biens consommés. Il reste à définir des moyens pratiques de contrôler la nouvelle monnaie-crédit. Je ne crois pas qu'on puisse régler une telle opération en créant une monnaie de consommation séparée de la monnaie des marchés de profit. Il y a un problème de moyens pratiques à résoudre.

Dans un prochain article, je voudrais donc faire avancer pour les amis de la *GR* un débat spécialisé sur une proposition française (type 6ème République ?).

3. Sur *France-Culture* les lundi à 19h30 et mercredi à 05h00.

En finir avec le monétarisme ?

La Commission européenne vient tout récemment de saisir la Cour de justice de l'Union contre le Conseil des ministres pour non respect du pacte de stabilité.

Saisine que l'ancien Premier ministre Michel Rocard qualifie, sous le titre "Ubu, roi d'Europe", dans Le Monde du 20 janvier, de "stupide, dangereuse et inévitable". Inévitable car la Commission se doit de faire respecter les règles communes, même si elles sont discutables : *«s'il suffisait qu'une règle soit contestable pour que chacun s'autorise à la rejeter, il n'y aurait plus de civilisation»*. Dangereuse car si elle est rejetée, la Commission perdra la face et son autorité. Stupide enfin, car si la plainte reçoit une suite positive, la sanction imposée à l'Allemagne et à la France sera une forte amende, ce qui ne fera qu'aggraver les déficits et la récession. De toute façons, la plainte sera longue à instruire et beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts de Paris et de Berlin… Réviser le pacte pour tenir compte des difficultés économiques du moment *«était à la fois une évidence et une urgence»* dont la Commission, et notamment le commissaire Pedro Solbes, n'ont pas su, ou pas osé, prendre l'initiative, pas plus que les chefs de gouvernement. *«Ce n'est pas aux juges de régler le problème de savoir à quels critères doit répondre la gestion de la monnaie unique. La révision du pacte de stabilité s'impose de toute façon, et de manière urgente»*.

Allant plus loin, Michel Rocard dénonce *«la sureté de soi et l'arrogance des défenseurs d'un système de pensée financière – le monétarisme – qui entend ramener le monde entier au respect de ses seuls critères»*. Mais il partage la pensée unique de ses collègues au pouvoir sur les vertus de la croissance puisqu'il ajoute que : cette théorie *«limite l'alimentation financière de la croissance, aggrave le chômage, ampute les États des moyens de promouvoir l'éducation de masse et la recherche… pousse à ralentir l'aide publique au point de bloquer le développement de nombreuses nations. Il est d'autres moyens que la raréfaction de la monnaie pour combattre l'inflation»*.

Est-ce une prise de conscience tardive en matière monétaire ? La conclusion de Michel Rocard laisse supposer qu'il a beaucoup évolué depuis son passage par l'Hôtel Matignon : *«Les vertus supposées du monétarisme ont fait illusion pendant deux décennies. Il est aujourd'hui urgent de se rendre à l'évidence de sa malfaisance. Ce devrait être un point central du combat des forces de gauche qui aujourd'hui militent beaucoup plus contre ses conséquences que contre son principe»*.

Allez, Michel, encore un effort pour découvrir la monnaie distributive !

J-P M.

Dans l'étude de la monnaie qui a paru l'année dernière nous avons consacré deux chapitres aux monnaies parallèles. Après les tickets-restaurant et autres bons d'achat (voir *GR* 1034), les systèmes d'échanges locaux, les banques du temps, les créditos, le dividende social et le SOL (voir *GR* 1035), voici une expérience de monnaie locale menée au Brésil. Eloisa Primavera, également fort impliquée dans les réseaux argentins de troc, l'a décrite au cours du troisième Forum Social Mondial de Porto Alegre dans l'atelier « *Richesses, monnaies, lutte contre la pauvreté : nouvelles approches. Mise en réseau et croisement d'expériences existantes* ».

L'expérience de Palmeira

par Caroline Eckert

Palmeira est l'un des quartiers les plus pauvres de Fortaleza, la capitale de l'état du Ceara au nord du Brésil et compte 30.000 habitants[1]. Ce quartier a été créé en 1973 en déplaçant la population d'un bidonville situé au bord de la mer pour construire un hôtel de luxe à cet endroit[2]. Ces gens qui vivotaient des produits de la pêche ont été installés dans un "nouveau quartier", sans eau ni électricité, ni égouts comme le précédent, mais où l'on avait pris soin de planter un palmier, juste un, pour leur rappeler la mer. C'est ce palmier qui donna son nom au nouveau bidonville.

Malgré leur extrême dénuement, les citoyens de Palmeira décidèrent de prendre leur destin en main et, en 1981, créèrent l'Associação dos Moradores do Conjunto Palmeira (Association des habitants de l'ensemble Palmeira = ASMOCONP) afin d'urbaniser leur environnement. Durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ils installèrent l'électricité, l'eau puis des canalisations et construisirent plus de cent maisons à l'aide de fonds obtenus dans le cadre de différents projets de développement[3]. Ce faisant, ils apprirent à gérer l'argent, ce qui les amena à vouloir utiliser le système des micro-crédits pour lutter contre la pauvreté. Grâce au soutien de deux organisations non gouvernementales qui donnèrent 2.000 Réals[4] de fond de roulement, la Banco Palmas, baptisée comme le quartier d'après l'unique palmier initial, fut créée en 1998.

La Banco Palmas

La Banco Palmas est gérée et administrée par un groupe de cinq personnes élues au sein de l'association ASMOCONP, puis formées aux techniques bancaires. Elle accorde des micro-crédits, de 10 à 300 Réals avec un taux d'intérêt compris entre 0 et 3 %, selon le type de crédit, alors que le taux officiel se situe autour de 10 %. Les crédits sont accordés pour des activités productives (ateliers, magasins, ...) ou l'amélioration de l'habitat. La Banco Palmas a également institué une carte de crédit, la PalmaCard. Pour bénéficier d'un prêt ou obtenir une carte de crédit, nul besoin de justifier de ses ressources ni de donner une quelconque caution, il suffit que des membres de la famille ou des voisins attestent de l'honnêteté de l'emprunteur. Après trois mois de fonctionnement, 90 crédits avaient été accordés, 150 familles disposaient de la PalmaCard, l'association ASMOCONP était passée de 500 à 900 membres, le commerce avait augmenté de 10 % et 20 emplois avaient été créés de manière directe.

Bien qu'il y ait moins de 2 % de retard dans les remboursements, la faiblesse du taux d'intérêt ne permet pas de couvrir les frais de fonctionnement. Cette banque d'un genre particulier est malgré tout autosuffisante car, d'une part, les frais de personnel sont pris en charge par la municipalité et, d'autre part, la plupart des tâches administratives sont effectuées par des bénévoles de l'ASMOCONP. Autre originalité, la place des femmes : elles représentent 65 % des clients de la banque, 80 % des bénéficiaires de crédits et elles sont trois parmi les cinq administrateurs de la banque.

Au bout des deux premières années d'activité, l'association ASMOCONP comptait 1.300 membres et la banque 870 clients. Les ventes locales avaient augmenté de 30 %, générant 80 nouveaux emplois, et 400 familles utilisaient la PalmaCard. Selon des enquêtes menées en 2000 auprès des clients de la Banco Palmas, 95 % d'entre eux considéraient comme positive la fonction de la banque, 83 % avaient plus confiance en eux-mêmes, 75 % voyaient la vie sous un meilleur jour et 95 % estimaient que leurs conditions de vie s'étaient améliorées[5].

Le projet Fomento

Une institution hollandaise, la fondation Strohalm, souhaitait, en 2001, valider la méthode Fomento (ce qui signifie développement) dont les buts sont :

- augmenter l'effet économique d'un don à une communauté sociale en utilisant l'argent donné comme soutien à une monnaie locale[6],
- renforcer l'activité économique locale, conséquence du caractère local de la monnaie créée,
- éventuellement pérenniser cette monnaie locale.

Une délégation de cette fondation rencontra des représentants de la Banco Palmas au Chili, au cours d'un congrès sur les monnaies sociales. Compte tenu de son expérience, la Banco Palmas fut retenue pour mettre en œuvre un projet Fomento de construction d'une l'école communautaire de socio-économie solidaire, Palmatech. L'accord fut passé en janvier ...

1. site : www.strohalm.nl/english/materials/Bonus_Brazil_Fianl_Report.pdf, juillet 2003
2. site : www.coepbrasil.org.br/noticias.asp?id_noticia=181
3. habitat.aq.upm.es/bpal/onu98/bp553.html
4. Le taux de change était d'environ 3 Réals pour 1 Euro en janvier 2003.
5. sites : habitat.aq.upm.es/dubai/00/bp727.html Et aussi : www.tve.org/ho/doc.cfm?aid=850 et www.passerelleco.info/article.php3?id_article=67 (en français)
6. l'argent donné est accordé sous la forme de micro-crédits qui doivent être remboursés en monnaie locale, cette monnaie locale servant à financer un projet.

2002 pendant le deuxième Forum Social Mondial.

Les préparatifs

La phase de préparation, qui dura trois mois, consista à évaluer les capacités de production et de consommation du quartier Palmeira, à convaincre ses habitants de l'intérêt du projet et à réaliser une démonstration sous la forme d'un mini-projet.

Afin d'inciter les habitants à participer, un groupe de promoteurs (GP), quinze professionnels de la Banco Palmas préalablement formés à la méthode Fomento, fut mis en place. Ce groupe commença par organiser un marché local hebdomadaire, appelé club d'échanges, où les habitants furent invités à vendre et acheter des produit en utilisant une monnaie locale spécifique, le Palmares. Forts du succès de ce marché, certains artisans se mirent eux aussi à accepter les Palmares, attirant ainsi de nouvelles personnes et produisant finalement un effet boule de neige.

Parallèlement à ce club d'échanges, le GP prit directement contact avec des producteurs et entrepreneurs locaux. À chaque visite, ils vantaient les avantages sociaux et économiques de la méthode, expliquaient le projet et présentaient son objectif, la construction de l'école Palmatech. Leurs efforts permirent de constituer un groupe de trente-cinq entrepreneurs locaux s'engageant à accepter la future monnaie locale. Le nom et l'aspect de cette monnaie furent choisis, elle s'appellerait le Palma. Enfin, une fable expliquant le rôle de la monnaie, adaptée au contexte local, fut imaginée, différents supports pédagogiques (brochures, posters, ...) furent élaborés et des autocollants signalant que *«ici on accepte les Palmas»* furent distribués aux commerçants et artisans impliqués dans le projet.

Le mini-projet

En guise d'entraînement, la réalisation d'un mini-projet avait été décidée. Comme il devait être de courte durée, être sans risque et avoir une grande visibilité, le choix se porta sur un élevage de poulets. Il fallut trouver un lieu pour sa construction, élaborer le budget, faire prendre conscience aux familles participantes de l'importance qu'avait ce projet pour l'ensemble de la communauté et les former à la méthode Fomento.

Les coûts de construction et de main d'œuvre furent respectivement d'environ 1.000 et 500 Réals. Les matériaux de construction furent payés pour un quart en Réals et pour trois-quarts avec la nouvelle monnaie locale, le Palma. Les salaires furent versés en Réals pour un cinquième et en Palmas pour quatre cinquièmes. Grâce à ce système, une partie des Réals nécessaires à la réalisation du mini-projet furent économisés, ce qui permit de les utiliser pour accorder des prêts, aussi bien aux fournisseurs des matériaux de construction qu'aux personnes ayant directement travaillé pour le compte de l'élevage. Sur les quelque 1.500 Réals prévus pour ce projet, près des deux tiers furent distribués sous forme de prêts. Seules les personnes impliquées dans le projet en bénéficièrent car ils devaient être remboursés en Palmas. De plus, le remboursement devait se faire six mois après le prêt, afin d'inciter les emprunteurs à utiliser les Palmas pour leurs achats quotidiens plutôt que de les rapporter à la banque aussitôt acquis.

La construction de l'école Palmatech

Octobre 2002 marqua la fin de la période de préparation et le début de la construction de l'école Palmatech. Une grande cérémonie de lancement fut organisée, au cours de laquelle des journalistes ainsi que des représentants d'autres quartiers et des autorités locales de Fortaleza se joignirent aux habitants de Palmeira. L'élevage de poulets fut inauguré et Heloisa Primavera, coordinatrice du projet, expliqua la méthode Fomento et la façon dont, grâce à l'utilisation des Palmas, l'école serait construite.

Les frais de construction de l'école, d'une superficie de 240 m2, furent de l'ordre de 55.000 Réals. Comme pour l'élevage de poulets, ils furent autant que possible réglés en Palmas, et les Réals ainsi épargnés servirent à octroyer des crédits. La fondation Strohalm apporta les ressources financières par un don et la Banco Palmas eut la responsabilité de la conduite du projet.

Les onze personnes embauchées pour la construction suivirent une formation au cours de laquelle la méthode Fomento leur fut expliquée et les détails concernant leur rémunération, discutés. Ils estimèrent avoir besoin de 20 % de leur salaire en Réals pour leurs dépenses en services publics (eau, électricité, téléphone, ...) et l'achat d'objets introuvables au sein de la communauté, de sorte qu'ils perçurent 80 % de leur traitement en Palmas. Les matériaux de construction furent eux aussi presque tous payés en Palmas et la banque accorda des crédits en Réals aux fournisseurs.

Au total, près de 90 % de l'apport initial furent dépensés en Palmas dans le cadre de la construction de l'école Palmatech et purent être prêtés en Réals. L'apport a donc été utilisé quasiment deux fois, pour la construction de l'école et pour l'attribution de crédits.

L'essentiel du projet se déroula entre novembre 2002 et février 2003. La plupart des prêts furent tout de suite débloqués, les dépenses liées à la construction de l'école furent surtout faites en décembre et janvier, et la majeure partie des prêts furent remboursés en janvier et février. A la fin mars, 2.000 Palmas environ n'étaient pas revenus à la banque. Certains ont pu être perdus ou détruits, d'autres ont pu être gardés comme pièces de collection et d'autres encore ont pu être conservés pour des dépenses ultérieures. Lorsque la construction fut terminée, fin janvier 2003, la Banco Palmas avait en effet décidé de poursuivre l'usage des Palmas. Elle a donc continué, d'un côté à payer une

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

Allemand 8,53 – F. Habonnel 20 – E. Hubert 8,53 – P. Ingrain 8,53 – A. Lavie 18,53 – P. Le Nin 8,53 – R. Marlin 3,53 – J. Mercier 3,53 – A. Nahoum 78,53 – A. Richard 53,53 – M. Rivoallan 4,3 – G. Roty-Colard 50 – R. Savart 8,53 – M. Delahaye 3,53 – P. Dubal 18 – S. Faure 16,11 – M. Fournier 55,53 – P. Vila 3,53 - M. Bellet 3,53 – J. Berger 8,53 – R. Davrainville 8,53 – V. Mathelon 3,53 - J. Stas 18,53 - O. Gayou 3,53 – R. Béné 20,53 - J. Legros 23,53 – B. Fort 3,53. (Liste arrêtée le 23 décembre).

Total 465,07 euros.

Merci à tous !

part du personnel, des biens et des services (peinture de la façade par exemple) en Palmas et, de l'autre côté, à accepter des Palmas comme remboursement de prêts. Les montants ainsi mis en circulation devinrent cependant inférieurs à ce qu'ils étaient durant le projet Fomento proprement dit. De plus, les Réals économisés n'ont plus été réutilisés pour accorder des crédits mais pour alimenter un fond de garantie qui assure la convertibilité entre Palmas et Réals.

Les éléments de satisfaction

Pour arriver à la finalisation du projet, il était nécessaire que le plus de gens possible aient suffisamment confiance dans la monnaie locale pour l'accepter comme moyen de paiement de biens et services. Cette confiance a pu être obtenue par la campagne de promotion qui a bénéficié de plusieurs effets. D'une part, le fait que la Banco Palmas ait été le référent du projet a joué un grand rôle de par sa réputation et celle de l'association ASMOCONP qui en était à l'origine. D'autre part, les démarches du GP ont conduit à la participation de 40 commerces de toute sorte (confection, pharmacie, boulangerie, commerce de céréales, bar, épicerie, salon de beauté, ...) qui ont chacun apposé un logo sur leur devanture et une affiche à l'intérieur afin d'être facilement repérables par les détenteurs de Palmas. Une bonne part du succès du projet vient également du fait que les crédits accordés en Réals devaient être remboursés en Palmas. Les emprunteurs se voyant dans l'obligation d'accepter les Palmas, la confiance en cette monnaie s'en est trouvée accrue. De plus, le taux d'intérêt était inférieur de moitié au taux habituellement pratiqué par la Banco Palmas. Comme pour les autres micro-crédits accordés par cette banque, quiconque était membre de l'ASMOCONP et jugé responsable et honnête par ses voisins pouvait emprunter, si bien que les bénéficiaires, 34 entreprises locales, ont en majorité été des micro- et petites entreprises.

Plus de 1.500 personnes ont pris part d'une manière ou d'une autre au projet Fomento, dont environ 70 % de femmes de 30 à 45 ans n'ayant pas dépassé le niveau d'études primaire. Le club d'échanges a vu passer quelques 200 personnes chaque semaine et de l'ordre de 300 habitants de Palmeira ont utilisé des Palmas pour leurs achats. Si la partie visible du projet Fomento consistait en la construction de l'école Palmatech, des effets beaucoup plus profonds sur l'économie locale en étaient attendus. Les crédits accordés ont augmenté les capacités de la production locale et les emplois créés pour construire l'école ont augmenté le pouvoir d'achat, ce qui a généré une dynamique de développement dans la communauté. Les objectifs du projet ont donc été remplis, comme l'ont montré les résultats d'une enquête menée par des chercheurs de l'université de Bahia auprès d'un groupe de 30 personnes composé de cinq entrepreneurs qui avaient accepté les Palmas et cinq qui ne l'avaient pas fait, cinq employés de l'école Palmatech, cinq fournisseurs qui avaient accepté les Palmas et cinq qui ne l'avaient pas fait, ainsi que cinq personnes qui avaient participé à un précédent projet. Toutes ces personnes ont d'abord rempli un questionnaire puis ont dialogué avec les chercheurs au cours d'un entretien.

Outre cette augmentation des capacités de production et du pouvoir d'achat, l'analyse des données récoltées a mis en évidence un accroissement de la crédibilité de l'ASMOCONP et de la Banco Palmas, ainsi que de celle des entreprises participantes. Il apparaît là une grande interdépendance puisque c'est la réputation de l'ASMOCONP et de la Banco Palmas qui a motivé les entrepreneurs dans leur décision de participer au projet et les habitants à accorder crédit d'abord aux Palmas, puis aux entreprises elles-mêmes, considérant que leur participation était la preuve de l'intérêt qu'elles portaient au développement de la communauté, avec en retour une amélioration de l'image de l'ASMOCONP et de la Banco Palmas.

La part des coûts de construction réglée en Palmas s'étant révélée supérieure aux 70 % fixés par le programme, les crédits ont pu être plus nombreux. Le taux de remboursement de ces prêts était de 95 % au moment de l'enquête, dont 94 % remboursés en Palmas. En ce qui concerne l'objectif à long terme de vitalisation de l'économie locale, 89 % des personnes interrogées ont affirmé que tout ce qui pouvait être acheté localement pouvait être payé en Palmas, ce qui est un bon indicateur de la variété des entreprises participantes. En outre, tous ont avoué avoir modifié leur mode de consommation en préférant les achats sur place, payables en Palmas, aux achats à l'extérieur de la communauté. La vie économique locale n'aurait donc pas été autant stimulée si l'impulsion de départ avait été mise en circulation sous forme de Réals.

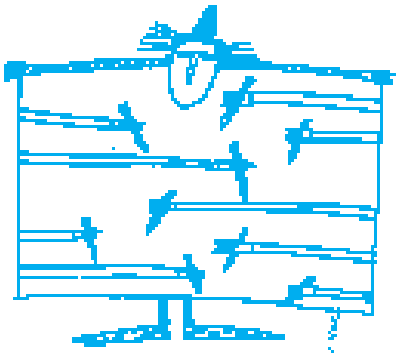
Et puis il y a eu la construction de l'école, qui n'était pas un simple prétexte comme le montre la liste des enseignements qui y sont dispensés. Dans les six mois qui ont suivi son ouverture en février 2003 une quinzaine de formations ont été organisées, accueillant chacune de 25 à 30 personnes, dans divers domaines liés à l'économie solidaire, au tourisme solidaire et à la confection en liaison avec la création d'une ligne de vêtements.

Et après ...

Si les résultats du projet Fomento se sont avérés très positifs, il faut tout de même garder à l'esprit que ce projet n'a duré que quelques mois et n'a touché qu'une petite partie des 30.000 habitants de Palmeira. Dans le futur, de tels projets devraient être menés à une plus grande échelle. C'est l'une des raisons pour lesquelles la Banco Palmas n'a pas retiré les Palmas de la circulation après l'achèvement du projet mais continue au contraire à favoriser leur usage.

Pour les quelques centaines de personnes qui ont participé au projet, l'amélioration de leurs conditions de vie permise par l'instauration des Palmas a été telle que, comme nous l'a rapporté Heloisa Primavera à Porto Alegre, ils parlent de *l'argent du diable*, pour eux les Réals, objet de spéculation, et de *l'argent de dieu*, les Palmas, qui rendent possible leur développement social.

Le débat autour du revenu garanti, qui est l'objectif de l'association BIEN que nous avons contribué à créer en 1986 à Louvain-la-Neuve (relire à ce propos *"Pour ou contre le revenu garanti"*, GR 1019, p.12, l'un des derniers articles dans lesquels la *GR* a abordé ce sujet) est ouvert depuis longtemps. Ce qui est nouveau, c'est qu'il soit enfin abordé par les Verts.
Pour leur assemblée générale, destinée à établir leur programme, et qui doit avoir lieu le 31 janvier, deux textes seront débattus au chapitre *travail et revenu*. Si le texte 2 est classique, revendiquant essentiellement la hausse des minima sociaux pour réduire les inégalités, le texte 1, au contraire, marque une ouverture certaine vers une nouvelle réflexion, il ne rejette plus le débat sur le sens du salaire ni même sur celui du travail.



Le débat s'ouvre chez les Verts

La nouveauté apparaît dès la première phrase de ce texte 1, même si on peut s'en étonner : *«L'écologie a toujours été critique vis-à-vis du travail»*, avant qu'il y soit rappelé que la critique du travail (faut-il préciser "salarié" ?) était un des principaux thèmes de Mai 68.

La suite témoigne de l'heureuse influence qu'a dû avoir sur les auteurs la lecture d'André Gorz, car la nécessité d'avoir une position critique, tant des conditions du travail que de sa finalité, est revendiquée en évoquant de nouvelles forces productives, l'autonomie et le libre choix de l'activité, dans une économie devenue "cognitive", en réseaux, et exigeant plus de formation, plus de mobilité et plus de créativité depuis le retour[1] du chômage de masse, et résumée en ces termes : *«Le travail doit être aboli comme moyen de gagner sa vie (au risque de la perdre) et valorisé comme source d'épanouissement personnel»*, choisi sans contrainte et dont on assume la finalité.

Ces écologistes évolués expliquent en effet qu'*«aujourd'hui il est bien difficile de chiffrer l'apport de chacun dans un système où la productivité dépend complètement de la productivité globale de l'entreprise d'une part, et d'autre part de la formation, de l'expérience, de l'histoire de chacun»*. Ils pourraient plutôt dire que c'est la collectivité, ou la société on préfère ce mot, qui forme cet ensemble qu'est un individu d'aujourd'hui. Mais ils ont le courage de préciser qu'ils*«s'opposent aux syndicats productivistes faisant du salariat l'institution socialisante»* mais soumise au rendement du capital, car pour eux, comme l'a montré H. Arendt, la société salariale est une société de consommation et on est passé de la production pour satisfaire les besoins à la consommation pour donner du travail aux salariés.

On retrouve ensuite des éléments du projet de Jacques Robin et de nos amis de *Transversales* pour une alternative à l'économisme et une "économie plurielle" que nous avons présenté il y a un an (*GR* 1029). Ils écrivent en effet : *«Considérant le travail sous l'angle du développement humain, de la socialisation et de la diversité des talents… l'écologie construit une économie plurielle faisant une place de plus en plus grande à une production non marchande, à la coopération plutôt que la concurrence, à la réduction du temps de travail»*.

Les auteurs du "texte 1" vont plus loin : *«Ce qui apparaît dans cet aperçu de la conception écologiste du travail, c'est que le travail n'a pas de rapport avec le revenu, ou très peu, contrairement à ce que croient la plupart des "marxistes"…. On n'est plus ici dans une logique comptable, mais plutôt dans la logique de la formule de P.Enfantin reprise par Marx[2] "De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins"»*.

Puis ils reviennent à "l'économie plurielle" où ils trouvent *«le plus intéressant sans doute, pour le revenu, c'est la proposition de monnaies plurielles non thésaurisables, proches des tickets restaurant»*.

Après quoi ils se rapprochent des distributistes, apparemment sans le savoir, en commentant : *«Cela permet de différencier des besoins de base qui doivent être assurés à tous* [ce qui constitue le revenu de base assuré de la naissance à la mort que proposent les distributistes], *l'accès aux biens culturels et immatériels qui doit être le plus large possible* [qui pour nous doit donc être gratuit, comme un bien qui n'est pas détruit par sa consommation], *et enfin les biens matériels, les ressources rares et non renouvelables dont la consommation doit être découragée par des prix élevés* [c'est pour cette raison que nous proposons que les prix soient des prix "politiques" débattus et fixés en amont de la production et non pas ensuite, quand ils sont mis en vente]. Ils partagent notre conviction que *«le revenu garanti donne à chacun la liberté réelle de choisir son mode de vie et de réaliser des projets. C'est un don que fait la collectivité à l'individu, sans exiger de contrepartie, en sachant toutefois que ce don matérialisera la citoyenneté et obligera donc l'individu au point de vue moral […] Le revenu garanti permettra des expériences sociales innovantes en représentant une subvention de fait aux […] travailleurs intermittents. Il permettra des initiatives économiques et artistiques. Il autorisera sans jugement chacun à suivre des études, à restaurer une maison ou à perdre du temps pour élever un enfant»*. Nous n'employons pas ce terme de perdre du temps pour élever un enfant, mais nous parions qu'en

1. allusion probable à la fin des trente glorieuses et à l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

2. S'ils étaient bien informés, ils devraient ajouter *«et par J. Duboin»*

réfléchissant à l'organisation nécessaire, ils déboucheront sur le contrat civique !
Ils n'en sont pas encore là puisqu'un peu plus loin ils en restent à la nécessité de prélever des impôts et abordent des calculs de crédits d'impôts, de progressivité, de seuils, de compensation, de taux nominal, etc. Ils réfléchissent au financement du revenu garanti en utilisant les sommes actuellement consacrées aux minima sociaux, aux aides diverses, aux bourses d'étude et à la prime pour l'emploi.
Il y a donc des chances qu'ils refassent les interminables débats autour de ces calculs qui ont tant occupé les neuf congrès internationaux de BIEN entre 1986 et 2002, après quoi il faudra qu'ils songent à aborder, par exemple, la question des paradis fiscaux, etc… Mais l'essentiel est qu'ils semblent enfin avoir compris la nécessité de débarrasser la production des "lois" du marché si on veut que soient pris en considération des critères tels que ceux liés à l'écologie.
Cette attitude témoigne d'un formidable progrès puisqu'ils sont capables de passer outre au tabou qui entoure généralement nos propositions. Ils écrivent en effet : *«Certains doutent de la crédibilité de cette utopie, que les nouvelles forces productives imposeront pourtant»*. C'est exactement cette réflexion qui a inspiré à J.Duboin le titre d'un de ses ouvrages :*"L'économie distributive **s'impose!**"*.
Il ne nous reste qu'à souhaiter qu'ils seront entendus et que leurs réflexions leur permettront d'aller plus loin. Mais c'est une autre histoire, puisque cela dépend du niveau de conscience de leurs adhérents, dont le vote témoignera.

Peut-on espérer cette même évolution dans d'autres partis politiques ? La proposition qu'a faite au gouvernement Mme BOUTIN, députée des Yvelines, à savoir la mise en place *«d'un revenu égal pour tous, versé inconditionnellement à tous les citoyens, de la naissance à la mort, cumulable avec tous les revenus d'activités et inaliénable...»* mérite selon M.Touileb d'être annoncée haut et fort.

Un droit civique enfin reconnu ?

De la présentation par *Le Monde* du rapport sur la mission confiée à Christine Boutin *«d'étudier les causes de la fragilité du lien social dans notre pays»*, il ressort que la députée des Yvelines y fait allusion aux crises que traverse la société française et souhaite *«passer d'une société de l'individu à une société de la personne»* car pour elle la première urgence consiste à *«revaloriser les métiers de la relation»*. Il faut dit-elle que les budgets de l'action sociale soient *«sanctuarisés, comme l'a voulu le chef de l'État pour ceux de la défense»*. Elle voit enfin dans la décentralisation la possibilité de *«redéfinir le rôle de la puissance publique dans le domaine de la lutte contre l'isolement et contre les exclusions»*. Son rapport dresse donc un bilan très critique de l'organisation actuelle de l'accompagnement social, et nous ne pouvons qu'être d'accord.
Mais nous n'avons guère d'illusions sur "le dividende universel" qu'elle propose, à savoir une allocation mensuelle de 330 euros versée à tous, de la naissance à la mort, et qui se substituerait aux aides sociales telles que le RMI et les allocations familiales. Il n'y a là rien de nouveau puisque c'est la proposition de l'association BIEN dont nous avons déjà beaucoup parlé, elle a été soutenue en France depuis 1986 par Yoland Bresson, qui n'hésite pas, pour la présenter, à reprendre des arguments de J.Duboin à propos de la part d'un héritage commun à laquelle tout citoyen a droit du berceau au tombeau.
Mais le revenu qui est préconisé, en général, sous les termes de dividende universel, de revenu garanti ou d'allocation universelle[1] est une caricature d'un véritable partage de cet héritage, puisqu'il ne s'agit que d'une aumône, bien insuffisante pour vivre. Elle se décrit en deux mots : *«Mange et tais-toi !»* car elle a surtout pour objectif de donner bonne conscience en faisant semblant de lutter contre la pauvreté. En effet, d'une part elle permet de dire : nous nous cotisons pour aider les pauvres, ils n'ont donc plus à se plaindre et rien à réclamer; et d'autre part, les entreprises peuvent oser proposer des salaires dérisoires, bien au-dessous du smic, sans scrupule puisque la collectivité est là pour compenser…

Cette allocation est donc loin des propositions distributistes et d'André Gorz, et beaucoup plus proche de celles, par exemple du monétariste Milton Friedman d'un impôt négatif, reprise par le gouvernement Jospin sous le nom de "prime pour l'emploi".
Enfin, même sous cette forme d'aumône, il y a peu de chance que le gouvernement adopte le "dividende universel" redécouvert par Christine Boutin, comme le prouve l'accueil que lui a fait J-P Raffarin, même s'il a dit qu'il mesurait *«la dimension généreuse de cette idée»*, il a vite repris son refrain de *"remettre la France au travail"* comme si travailler était le but, et toujours sans dire pour faire quoi, ni comment, ni pour qui.

1. Relire à ce propos *"Pour ou contre le revenu garanti"* dans *GR* N°1019, p.12, mars 2002.

Dans notre dossier sur la monnaie (*GR* 1027-1035,1038), nous avons expliqué (*GR* 1028) de quelle façon les banques créent la monnaie *ex-nihilo*. Mais Renaud Laillier a souhaité reprendre cet exposé, en s'inspirant de Louis Even (1885-1974), auteur de *"Pour règler le problème de la pauvreté"*, et créateur du mouvement créditiste ultracatholique, qui défend le "dividende social" (présenté dans *GR* 1035, page 8).

Qui fait l'argent nouveau ?

par Renaud Laillier d'après Louis Even

Il y a beaucoup de bonnes choses au pays, mais …qu'est-ce qui manque, à part du pouvoir d'achat, pour faire passer les produits des magasins aux maisons ? Où commence l'argent qui nous manque pour avoir les biens qui ne manquent pas?

La première idée qu'on entretient, sans trop s'en rendre compte, c'est qu'il y a une quantité stable d'argent, et qu'on ne peut pas changer ça: comme si c'était le soleil ou la pluie, ou la température. Idée fausse : s'il y a de l'argent, c'est qu'il est fait quelque part. S'il n'y en a pas plus, c'est que ceux qui le font n'en font pas plus.

Deuxième idée: quand on se pose la question, on pense que c'est le gouvernement qui fait l'argent. C'est encore faux. Le gouvernement aujourd'hui ne fait pas l'argent et se plaint continuellement de ne pas en avoir. S'il en faisait, il ne se croiserait pas les bras dix ans en face du manque d'argent. Et on n'aurait pas, par exemple en France, une dette nationale frisant les 60% du PNB et que les services fiscaux se chargent de nous faire rembourser à des banques privées que sont les banques commerciales dont le but est de faire des bénéfices !…

Et qui en font ! En 2003, la presse financière s'extasie devant les profits, 30% et plus des banques d'affaires. […]

Deux sortes d'argent

L'argent, c'est tout ce qui sert à payer, à acheter; tout ce qui est accepté par tout le monde dans un pays en échange de choses ou de services. Actuellement, on a deux sortes d'argent dans la plupart des pays : de l'argent de poche, fait en métal et en papier; et de l'argent de livre ou d'ordinateur, fait en chiffres. L'argent de poche est le moins important; l'argent des livres est le plus important. L'argent de livre (ou sur ordinateur), c'est le compte en banque. Toutes les affaires marchent par des comptes de banques. L'argent de poche circule ou s'arrête selon la marche des affaires. Mais les affaires ne dépendent pas de l'argent de poche, ou si peu; elles sont activées par les comptes de banque des millieux d'affaires.

Avec un compte en banque, on paie et on achète sans se servir d'argent de métal ou de papier. On achète, par exemple avec la carte bancaire, avec des chiffres.

Supposons que j'ai un compte en banque de 50.000 $. J'achète une voiture de 20.000 $. Je paie par un chèque. Le marchand endosse et dépose le chèque à sa banque. Le banquier touche deux comptes : d'abord celui du marchand, qu'il augmente de 20.000 $; puis le mien, qu'il diminue de 20.000 $. Le marchand avait, par exemple, 500.000 $; il a maintenant 520.000 $ écrit dans son compte en banque. Moi, j'avais 50.000 $, il y a maintenant 30.000 $ écrit dans mon compte en banque.

L'argent de papier n'a pas bougé pour cela dans le pays. J'ai passé des chiffres au marchand. J'ai payé avec des chiffres. Plus des neuf dixièmes des affaires se règlent comme cela. C'est de l'argent de chiffres qui est l'argent moderne ; c'est le plus abondant, le plus noble, celui qui donne des ailes à l'autre, le plus sûr, celui qui est le plus difficile à voler.

Épargne et emprunt

L'argent de chiffre, comme l'autre, a un commencement. Puisque l'argent de chiffres est un compte en banque, il commence lorsqu'un compte en banque commence, sans que l'argent diminue nulle part, ni dans un autre compte en banque ni dans aucune poche. On fait, ou on grossit, un compte en banque de deux manières : l'épargne et l'emprunt. Il y a d'autres sous-manières, mais elles peuvent se classer sous l'emprunt.

Le compte d'épargne est une transformation d'argent. Je porte de l'argent de poche au banquier; il augmente mon compte d'autant. Je n'ai plus l'argent de poche, j'ai de l'argent de chiffre à ma disposition. Je peux réobtenir de l'argent de poche, mais en diminuant mon argent de chiffres d'autant. Simple transformation.

Mais nous cherchons ici à savoir où commence l'argent. Le compte d'épargne, simple transformation, ne nous intéresse donc pas pour le moment. Le compte d'emprunt est le compte avancé par le banquier à un emprunteur. Je veux agrandir mon atelier ou mon usine. Il ne me manque que de l'argent. Je vais à une banque et j'emprunte 100.000 $ sur garantie. Le banquier me fait signer les garanties, la promesse de rembourser avec intérêts. Puis il me prête 100.000 $. Le banquier va donc m'avancer un compte de 100.000 $ comme si je les avais apportés à la banque… Est-ce un compte d'épargne, fait par moi? Non, c'est un compte d'emprunt bâti par le banquier lui-même, pour moi.

Qui fait l'argent nouveau ? Le banquier !

Questionnons le banquier:

— Monsieur le banquier, avez-vous moins d'argent dans votre tiroir après m'avoir prêté 100.000 $?

— Mon tiroir n'est pas touché.

— Les comptes des autres ont-ils diminué?

— Ils sont exactement les mêmes.

— Qu'est-ce qui a diminué dans la banque?

— Rien n'a diminué.

— Pourtant mon compte en banque a augmenté. D'où vient cet argent que vous me prêtez?

— Il vient de nulle part.

— Où était-il quand je suis entré à la banque?

— Il n'existait pas.

— Et maintenant qu'il est dans mon compte, il existe. Alors, il vient de venir au monde?

— Certainement.

— Qui l'a mis au monde, et comment?

— C'est moi, avec ma plume (alias ordinateur) et une goutte d'encre, lorsque j'ai écrit 100.000 $ à votre crédit, à votre demande.

— Alors, vous faites l'argent?

— La banque fait l'argent de chiffres, l'argent moderne, qui fait marcher l'autre en faisant marcher les affaires.

Le banquier fabrique l'argent, l'argent de chiffres, lorsqu'il prête des comptes aux emprunteurs, particuliers, entreprises ou gouvernements. Lorsque je sors de la banque, il y a dans le pays, dans le monde, une nouvelle base de chèques qui n'y était pas auparavant. Le total des comptes de banques du pays et du monde est augmenté de 100.000 $. Avec cet argent nouveau, je paie des ouvriers, des fournisseurs, du matériel, des machines, j'érige ma manufacture, mon atelier, mon usine.

Le destructeur d'argent

Le banquier, et le banquier seul, fait cette sorte d'argent : l'argent d'écriture, l'argent dont dépend la marche des affaires. Mais il ne donne pas l'argent qu'il fait. Il le prête. Il le prête pour un certain temps, après quoi il faut le lui rapporter. Il faut rembourser. Le banquier réclame de l'intérêt sur cet argent qu'il fait.
Dans mon cas, il est probable qu'il va me demander immédiatement 10.000 $ d'intérêt. Il va les retenir sur le prêt, et je sortirai de la banque avec un compte net de 90.000 $, ayant signé la promesse de rapporter 100.000 $ dans un an. En construisant mon usine, je vais payer des hommes et des choses, et vider sur le pays, sur le monde, mon compte en banque de 90.000 $.
Mais d'ici un an, il faut que je fasse des profits, que je vende plus cher que je paie, de façon à pouvoir, avec mes ventes, me bâtir un autre compte en banque d'au moins 100.000 $.
Au bout de l'année, je vais rembourser, en tirant un chèque sur mon compte accumulé de 100.000 $. Le banquier va me débiter de 100.000 $, donc m'enlever ces 100.000 $ que j'ai retirés du pays, du monde, et il ne les mettra sur le compte de personne. Personne ne pourra plus tirer de chèque sur ces 100.000 $.
C'est de l'argent mort.[…]

COURRIER DES LECTEURS

Concernant votre remarque dans le dernier courrier des lecteurs, il me semble que le défaitisme ambiant est principalement dû à la chape de plomb que représentent les médias "officiels". Il est indispensable de combattre par tous les moyens les idées de "croissance à tout prix", de "privatisé, ce sera forcément mieux", de "il faut promouvoir le travail". Le dernier film de Pierre Carles était, à ce titre, très édifiant de par les remarques et les réflexions qu'il suscitait dans les salles. Quelles peuvent donc être, d'après vous, les convergences qui pourraient exister entre l'économie distributive et la remise en cause du travail, la décroissance, …?

R.F., Grasse.

Réponse. La convergence est simple : au départ de nos propositions se trouve le constat que le travail n'est pas un but, mais un moyen, que la croissance se fait presque sans emploi mais avec beaucoup de dégâts, et qu'elle n'est une obligation que si la rentabilité est le seul objectif poursuivi.

*

Je reste très admirative devant les connaissances techniques du fonctionnement économique mondial de vos collaborateurs. Nous autres, simples lecteurs et spectateurs de l'imbroglio dans lequel nous sommes plongés, ne pouvons que constater l'incohérence et les contradictions de toutes ces mesures prises ex abrupto sans véritable politique réfléchie et planifiée. Ce que je souhaite de tout mon cœur, c'est que les jeunes générations trouvent leurs motivations bien au delà du domaine de l'argent et de la jouissance qui résulte de sa possession, dans la simple joie des valeurs humaines d'une vraie solidarité qui s'exprime par un comportement quotidien responsable et non par des actions "caritatives" médiatiques qui coûtent autant d'argent qu'elles en rapportent et qui ne servent qu'à faire la fête – au détriment de leur réel objectif. Utopie?

R.R., Ploubannalec.

Réponse. Loin d'avoir les "connaissances techniques" que vous nous attribuez, nous sommes seulement soucieux ne pas avaler tout cru des affirmations qui ne collent pas avec ce que nous pouvons constater. Alors nous exerçons notre esprit critique, et nous refusons tout a priori qui nous interdirait de chercher comment un autre monde serait possible…
C'est bien parce que nous aspirons comme vous-même à ce que la société s'oriente vers des valeurs plus humaines, qu'elle fasse place à une culture autre que celle du rendement financier, que nous passons pour des rêveurs. Hélas, il nous faut fournir d'autant plus d'énergie que l'idéologie dominante dispose de moyens puissants pour encourager l'individualisme, l'arrivisme, l'absence de réflexion et de respect de ce qui nous entoure.

*

Merci, d'avoir écrit «réformes ou déformes?» Comme je regrette que la G.R. ne tire pas à 500.000 exemplaires! Mais y-a t-il aujourd'hui en France 500.000 mlitants assez instruits politiquement pour goûter pareille analyse et en devenir enragés à descendre dans la rue? La sectorisation des combats, enseignants, infirmières, intermittents du spectacle, futurs retraités, semble montrer le contraire. Une vraie gauche ne ressuscitera que le jour où l'on verra tous ces gens ensemble dans la même manif parce qu'ils auront compris la même chose. Du fond de mon lit, où la grippe m'a transformé en méduse, je rumine mes engagements de jeunesse, avec Duboin, avec l'UGS et le PSU, et je me dis: l'histoire fait marche arrière.
Et pendant ce temps là, la planète est menacée d'atteintes irréversibles par le plus con des animaux, le seul à savoir merder l'éco-système qui lui garantit la vie.

Ph. R., Villejuif.

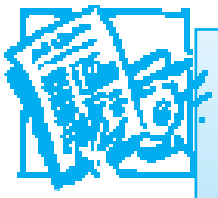
*

Si j'apprécie toujours les articles de la Grande Relève, j'ai également apprécié ceux traitant du mécanisme bancaire. Ne serait-ce pas possible de les éditer sous forme d'une brochure, en effet la photocopie ne serait pas "heureuse" car tous les articles ne sont pas recto-verso.
Est-ce voulu ou simple oubli si le mécanisme de cette création de crédits par les banques d'affaires est absent de votre exposé, tout comme dans l'excellente brochure "Pourquoi manquons nous de crédits" écrite par Jacques Duboin ?
Dans l'abondante littérature, articles de journaux, films et émissions télé qui ont épluché la période de l'Occupation, je n'ai pas souvenance que le montant de l'indemnité journalière d'occupation ait été évoqué : 400 millions par jour en juin 1940, mais combien en janvier 1944 par exemple (à l'heure actuelle cette somme s'élèverait à plus de 131 millions d'euros par jour!). Ce n'est pas rien !
Comment cette somme pouvait-elle être honorée à cette époque alors que le PIB du moment était loin d'égaler celui d'aujourd'hui ? Les politiques étaient-ils alors plus performants que ceux d'aujourd'hui?
S'ils devaient être notés par les électeurs sur leurs performances comme ils vont l'exiger des fonctionnaires, faire carrière en politique deviendrait mission impossible pour être réélu!

J.L., Auxerre.

Réponse. Le mécanisme de création des crédits *ex nihilo* par les banques ("l'effet multiplicateur du crédit") a été traité au chapitre II de notre dossier sur la monnaie (GR 1028, pp 7 et 8).
Nous avons pris soin de publier chacun des articles sur des feuilles distinctes des autres textes, ce qui en facilite le regroupement, donc leur reproduction.
La publication de ce dossier dans la *GR* n'est pas terminée, et nous projetons de rassembler le tout en une brochure…
Merci pour l'information et vos remarques sur les sommes payées à l'occupant en 1940-44.

M-L D.



L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place… mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles. Ce *"revenu social"* est versé en *"monnaie de consommation"* et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extention et ses perfectionnements) revêt la forme d'un *"service social"* accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les compléte de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car

pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**.
de Jacques Duboin Un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
(prix 9,90 euros franco).
- **JACQUES DUBOIN**
Extraits choisis dans son œuvre.
(prix 1 euro franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**.
de Marie-Louise Duboin. Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société. (16,70 euros franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**.
Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
(3,80 euros franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
(3,80 euros franco).
- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).
- Et un résumé de nos thèses, sur deux pages, était présenté dans les N°1022 à 1029.

on peut les commander au journal.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Commission paritaire N°0408 K 83051 · ISSN : 0398-2076
Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, Dédé, Véesse
Impression : ARTIS · Diffusion : NMPP

Adresse postale : BP 108 • 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

TARIFS D'ABONNEMENT

France (régime intérieur pour la Poste) . . . . .21,47 euros.
ou abonnement de soutien (deux exemplaires)33,89 euros.
DOM . . . . . .23,45 euros.
TOM . . . . . .26,20 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2003 :
Zone 1 (Belg, All, It, P-B, Luxbg) . . . . . .26,86 euros.
Zone 2 (Espagne, G-B, Suisse) . . . . . .26,20 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .27,12 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .28,97 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par chèque bancaire
ou par CCP :
N°de compte 13 402 39 M Paris
références internationales:
IBAN : FR46 3004 1000 0113 4023 9M02 088
BIC : PSSTFRPPPAR